

La région Ile-de-France cesse de payer la RATP et la SNCF, en l'absence d'aide de l'Etat



Le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités, l'autorité organisatrice des transports franciliens, a voté à l'unanimité mercredi l'arrêt provisoire des paiements à la RATP et la SNCF pour juillet, et jusqu'à ce que l'Etat compense les pertes de recettes liées à la crise du coronavirus.

Avec Atlantico
Rédaction

Valérie Pécresse a mis sa menace à exécution. Le conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités, l'autorité organisatrice des transports franciliens, a donc décidé de voter mercredi l'arrêt provisoire des paiements à la RATP et à la SNCF pour le mois de juillet. Cette décision sera en vigueur jusqu'à ce que l'Etat compense les pertes de recettes liées à la crise du coronavirus.

Dans l'immédiat, "les opérateurs vont utiliser leur trésorerie" pour assurer la circulation des transports publics, selon les précisions de Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile-de-France et d'Ile-de-France Mobilités. Elle a notamment tenu à alerter sur le fait que les projets d'investissement seront affectés si la situation ne se débloque pas.

Dans le troisième projet de loi de finance rectificative adopté fin juin à l'Assemblée nationale, un amendement prévoit néanmoins une subvention de 425 millions d'euros à Ile-de-France Mobilités. Malgré les annonces et les projets du gouvernement, Ile-de-France Mobilités considère que cette aide n'est pas suffisante.

La Région estime à 2,6 milliards les pertes de recettes en 2020, soit 1,6 milliard de recettes commerciales perdues en raison de la chute de la fréquentation et un milliard du versement mobilité. Sans compensation de ce manque à gagner, l'une des possibilités pour la région afin de financer les transports publics serait d'augmenter le prix des abonnements mensuels de 20 euros pendant cinq ans.

Valérie Pécresse souhaite éviter cette situation et attend une réponse du gouvernement :

"Il est hors de question que les voyageurs payent la facture Covid alors que dans d'autres pays, ce sont les États qui ont compensé les pertes. J'attends que le gouvernement se saisisse de ce sujet et que nous nous réunissions au plus vite pour discuter de cette gravissime crise des transports publics dans le pays".

Elle a également évoqué son "impression de parler dans le vide avec un gouvernement de comptables".